

Ministère de l'Économie
et des Finances

République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



**CABINET DU DIRECTEUR GENERAL DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

EXERCICE DE PARTAGE DE CONNAISSANCES

Thème 1 : Analyse économique de l'Etat

Présenté par :

Patrick K. N'Gouan,
Conseiller Technique, DGTCP



SOMMAIRE

Introduction

I- Fonctionnement et limites de l'économie libérale

- 1.1. Fonctionnement de l'économie de marché
- 1.2. Limites de l'économie du marché

II- Nature, rôles et controverses sur l'intervention de l'Etat dans l'économie

- 2.1. L'Etat interventionniste et le besoin de politique économique
- 2.2. Controverses sur le rôle de l'Etat dans une économie libérale
- 2.3. Approches de synthèse sur le rôle économique de l'Etat

III - Problématique de la taille optimale de l'Etat

- 3.1. Critères de convergence communautaire en Afrique de l'Ouest
- 3.2. Politique budgétaire optimale
- 3.3. Taille optimale de l'Etat et croissance équilibrée en Côte d'Ivoire

Conclusion

INTRODUCTION

Contexte

Deux premières décennies des indépendances africaines (1960-1980) : Etat = fer de lance de la croissance et du développement.

Troisième décennie (1980-1990) : crises des régimes communistes, crises financières dans les économies du Tiers Monde => émergence du «consensus de Washington » et des programmes d'ajustement structurel ; d'où désengagement de l'Etat de l'économie.

Dernière décennie du 20^{ème} siècle (1990-2000) : triomphe net de l'économie libérale

Deux premières décennies du 21^{ème} siècle, **économie néo libérale**. Paradoxe: relative réhabilitation du rôle de l'Etat dans l'économie, mais avec de nouvelles exigences portant sur la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance.

=> *Reconnaissance évolutive de la place et du rôle de l'Etat dans l'économie.*

Problématique

Place et rôle exacts de l'Etat dans une économie libérale ou néo libérale ?

Objectif général

Appréhender le niveau d'intervention optimale de l'Etat dans une économie libérale

Trois parties:

- fonctionnement et limites de l'économie libérale;
- interventions de l'Etat dans l'économie;
- taille optimale de l'Etat pour une croissance équilibrée en Côte d'Ivoire.



I- FONCTIONNEMENT ET LIMITES DE L'ECONOMIE LIBERALE

1.1. Fonctionnement de l'économie libérale

- ❑ La concurrence: compétition entre plusieurs acteurs, chacun poursuivant son intérêt;
- ❑ La maximisation de l'utilité par le consommateur ou du profit par le producteur;
- ❑ L'équilibre: point de rencontre de l'offre du producteur (ou du vendeur) et de la demande du consommateur (ou de l'acheteur) à un certain prix, appelé prix d'équilibre. La recherche des intérêts privés aboutit involontairement à l'équilibre général grâce à la rationalité du marché qui concilie les égoïsmes individuels = « la main invisible » (A. Smith)
- ❑ L'optimum (de Pareto) est un stade de l'économie où chacun a pu maximiser son utilité et où tout le monde est satisfait.

Question : une économie en équilibre a-t-elle forcément atteint son point optimal (idéal)?

Réponse : un équilibre, obtenu dans les conditions de concurrence pure et parfaite, correspond à un optimum selon le théorème ADM (Arrow, Debreu, Mac-Kenzie). => un environnement néo libéral est plus favorable à l'atteinte d'un équilibre correspondant à un optimum.

1.2. Limites de l'économie libérale

- ❑ Imperfections de la concurrence pure et parfaite: monopoles, duopoles, oligopoles, concurrences déloyales.
- ❑ Imperfections de l'équilibre économique: équilibre de sous-emploi, donc non optimal (Keynes, 1936) ; théorie du déséquilibre (néo-keynésiens du déséquilibre dont Benassy (1975), Drèze (1975), Malinvaud (1977)...).
- ❑ Asymétrie de l'information (Stiglitz);
- ❑ Critiques virulentes du néolibéralisme actuelle (Stiglitz, années 2000 et 2010): crises financières, crises systémiques, chômage et pauvreté dans le monde etc.
- ❑ Critique fondamentale de Arrow (1971), pourtant cofondateur du théorème ADM: théorème d'impossibilité => impossible de passer d'un choix individuel à un choix collectif sans enfreindre les règles de l'efficacité ou de l'éthique. Un choix social sera soit irrationnel (inefficace), soit immoral (lésant certains individus), même si le marché fonctionne normalement => Le marché n'est donc pas un vecteur rationnel et viable pour conduire vers l'optimum social, une situation satisfaisante pour tous.



II- INTERVENTIONS DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

2.1. L'Etat interventionniste et la politique économique

❖ Besoin de régulation économique voire de politiques structurelles en raison de:

- limites et faiblesses de l'économie libérale;
- politiques monétaires et des changes ne peuvent être assurées que par l'Etat.

❖ Gestion des externalités

Externalité: consommation ou production se déroulant hors du marché au sens strict (loi de l'offre et de la demande privées).

- Externalités négatives: « déchets » produits par le fonctionnement du marché (C.A. Pigou) : nuisances, dommages, pollution etc. ; d'où besoin de compensations par la taxation.
- Externalités positives: ensemble des avantages dont on bénéficie sans en payer une contrepartie immédiate : programmes sociaux de lutte contre la pauvreté, dons, transferts, aides...
Ce sont également les avantages produits par les biens publics : infrastructures, éclairage, sécurité, défense nationale, justice...

- Biens publics répondent à deux principes: indivisibilité et non exclusion.
- Prévention ou sanction du « délit contre soi-même » = acte de nature autodestructrice : consommation de stupéfiants, excès de vitesse, etc.

2.2. Controverses sur le rôle de l'Etat dans une économie libérale

2.2.1. Controverses sur la nature de l'Etat

❖ l'Etat au-dessus des contradictions sociales

Violence légitimée (T. Hobbes); unité de la nation (N. Machiavel); Garant du contrat social (J.J. Rousseau); Institution spécialisée, caractérisée par le charisme et l'autorité et composée d'un personnel politique et administratif qualifié à qui sont déléguées les prérogatives de puissance publique (Spengler); Entité transcendante => rationalité publique étant au-dessus de la rationalité privée, l'Etat est le médiateur universel (Hegel).

❖ L'Etat, produit des contradictions sociales

- Critiques de gauche: Etat = expression matérielle de l'aliénation politique, produit de la lutte des classes (K. Marx); instrument de domination du prolétariat par la bourgeoisie (Marx, Engels, Lénine) et garant des rapports de production (P. Baran, P. Sweezy, P. Boccara). Prolétariat, victime du capitalisme industriel (école de Francfort, avec H. Marcuse et T. Ardono).
- Critiques de droite: Déjà au 18^{ème} siècle, paradoxe de Condorcet =l'Etat issu du vote démocratique n'est pas forcément rationnel. De nos jours, critique de l'inefficacité bureaucratique. L'Etat Vs libertés et propriété privée. Or, l'initiative privée, source principale de création de richesse (économistes de l'offre, école de Virginie avec J. Buchanan, G. Tullock, W. Niskanen) etc

❖ l'Etat, reflet d'hétérogénéité

Pour A. Gramsci, l'Etat n'est pas homogène. Il est traversé par des courants d'intérêts. Le groupe qui arrive à imposer son idéologie et sa doctrine utilise les instruments de la contrainte et de l'hégémonie. La contrainte est imposée par la force. L'hégémonie est un faisceau idéologique régnant grâce au **consentement** des dominés qui ont l'illusion qu'ils trouvent leur compte dans l'ordre établi.

2.2.2. Controverses sur la politique économique

- Courbe de Philipps => l'Etat doit opérer un arbitrage entre le chômage et l'inflation => La politique économique est utile. Mais, la stagflation (stagnation + inflation) des années 1960 et 1970 semble contredire l'opportunité de la politique économique.
- Intervention de l'Etat => distorsions: «effet d'éviction», inefficience bureaucratique et tentations de « passager clandestin ».
- Ecole monétariste de Chicago (M. Friedman): Surveiller la masse monétaire pour prévenir l'inflation.
- Ecole des anticipations rationnelles (Muth): agents économiques rationnels anticipent les intentions de l'Etat qui ne répondent pas à leurs intérêts. Ils construisent des stratégies de contournement de nature à neutraliser l'efficacité de la politique économique.

2.2.3. Place prévue pour l'Etat dans une économie libérale

- L'Etat républicain mis en place par libres délibérations (vote) des citoyens en concurrence (dans les partis politiques).
- Rôle: aider les citoyens à rechercher leurs intérêts qu'ils n'ont pas pu satisfaire totalement par le marché. Se limiter à ses tâches régaliennes pour assurer un environnement favorable aux affaires.
- En matière de politique monétaire et des changes: indépendance de la Banque Centrale.

2.3. **Approche de synthèse sur le rôle économique de l'Etat**

Synthèse des théories interventionnistes et non interventionnistes de R. Musgrave (1959) à travers trois bureaux :

- bureau d'allocation ou d'affectation des ressources : Production de biens et services publics: justice, sécurité, transport public, logement sociaux, santé publique, éducation ;
- bureau de redistribution des revenus : transferts sociaux (bourses, allocations diverses) dans une optique d'équité et pour soutenir la demande effective au moyen de la fiscalité et de la parafiscalité ;
- bureau de la conjoncture (stabilisation): Régulation des mouvements conjoncturels pour assurer les équilibres macro-économiques.

Cette synthèse est pratiquement adoptée par la Banque Mondiale aujourd'hui



III - PROBLEMATIQUE DE LA TAILLE OPTIMALE DE L'ETAT EN CÔTE D'IVOIRE

3.1. Critères de convergence communautaire

- ❑ Politique budgétaire restrictive: critères de 1^{er} et de second rangs.
- ❑ Politique monétaire restrictive: ciblage de l'inflation.
- ❑ Cf. présentation sur intégration en Afrique de l'Ouest

3.2. Politiques budgétaires optimales

3.2.1. Dépenses publiques optimales, critères d'efficacité et d'efficience.

- Rationalisation des choix budgétaires (RCB): techniques de calcul économique pour réaliser, au moindre coût, les objectifs. Méthodes: analyse coûts-avantages (ACA), analyse risques-avantages (ARA), analyse coûts-efficacité (ACE), analyse coût-utilité (ACU), analyse décisionnelle (AD) et analyse multicritères (AMC).
- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) basé sur gestion axée sur les résultats (GAR).

3.2.2. Système fiscal optimal

- Niveau de pression fiscale

Courbe de Laffer: relation entre taux d'imposition et recettes fiscales.

En deçà du taux optimal, zone normale (normal range)=>accroissement du taux d'imposition procure des recettes additionnelles à l'Etat. Au-delà du taux optimal, zone interdite (prohibitive range), réduction de l'assiette et du rendement fiscal, selon la boutade « l'impôt tue l'impôt ».

- Normes de structure fiscale

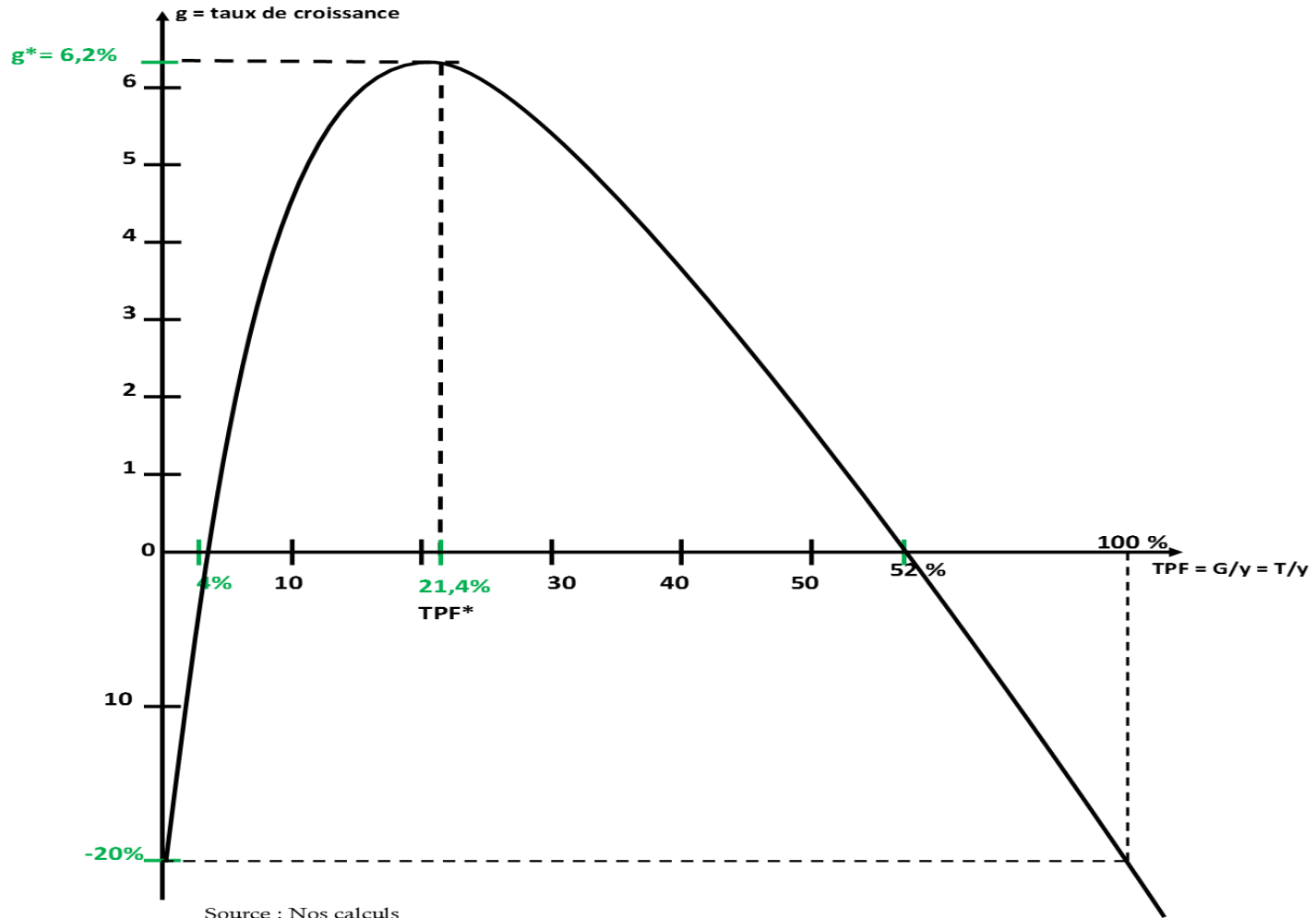
- Efficacité ou rendement : capacité de dégager des recettes suffisantes ;
- Efficience: extension de l'assiette et réduction des taux ;
- Equité: répartition juste et équitable de la charge fiscale.
- transparence: clarté, la précision et simplification du Code des Impôts (CGI).
- Viabilité administrative: fonctionnement efficace => qualité des ressources humaines et matérielles.
- Elasticité: aptitude du système fiscal à répondre aux mesures de politiques économiques.

3.2.3. Solde budgétaire soutenable

Soutenabilité du solde budgétaire \Leftrightarrow viabilité de la dette, donc solvabilité de l'Etat. Dette publique viable si la valeur actualisée des excédents futurs suffit à rembourser la dette actuelle. Cf. présentation sur la dette publique.

3.3. Taille optimale de l'Etat et croissance équilibrée en Côte d'Ivoire

Barro, Robert J. (1990): « Government spending in a simple model of endogenous growth », *Journal of Political Economy*, 98 (5) : S103-S125.



CONCLUSION

Synthèse :

Triomphe de l'économie libérale depuis la fin du 20^{ème} siècle et promotion du néolibéralisme au début du 21^{ème} siècle.

Fonctionnement du libéralisme : concurrence, équilibre et optimum.

Mais, limites du libéralisme relatives à son fonctionnement => une des raisons de l'intervention de l'Etat.

Or, nature et rôle de l'Etat dans l'économie libérale, objet de controverses. =>

Approche de synthèse : affectation, redistribution et conjoncture.

Même dans ce cadre, la taille de l'Etat doit être optimale à travers les critères de convergence communautaire, de politique budgétaire optimale, avec application à la Côte d'Ivoire.

Perspectives :

- Mise en œuvre du PND, rôles de l'Etat et du secteur privé ;
- Mode de connexion des trois axes de la politique économique : politiques budgétaire, monétaire et des changes ;
- Politique monétaire et indépendance de la Banque Centrale ;
- Atteinte des objectifs du développement humain (IDH) et du développement durable (ODD) ;
- Relèvement des défis de gouvernance et d'optimum collectif;
- Relèvement des défis d'émergence industrielle.



FIN

**Merci de votre
attention !**